



## *Programme Forum Nouvelles d'Afrique* *« Réagir et s'unir »* *Montpellier - 30 et 31 mai 2022*

### **Lundi 30 mai 2022 :**

#### **14h00 – 14h30 : Accueil café**

#### **14h30 – 15h00 : Ouverture**

- **Michaël DELAFOSSE**, Maire de Montpellier
- **Jean-Pierre RAFFARIN**, ancien Premier ministre et Président de la Fondation Prospective et Innovation
- **Patrick GUILLAUMONT**, Président de la FERDI

#### **15h00 – 16h30 : Table ronde 1 - « L'Afrique, les enjeux de puissances »**

Avec la fin de la guerre froide, la valeur stratégique de l'Afrique s'est trouvée reléguée au second plan et l'Asie se place au centre du monde. L'intérêt manifesté par la Chine pour le continent africain et les inquiétudes suscitées aux États-Unis par l'ascension rapide de cette concurrente l'ont remis au premier plan, l'Afrique est redevenue une terre de convoitises et de rivalités.

Quels sont les enjeux que constitue aujourd'hui l'Afrique pour les grandes puissances ? Pour la Chine, les États-Unis, l'Europe, l'Inde, la Russie ?

Quelles sont les marges de manœuvre des pays africains ? L'Afrique peut-elle se rassembler pour faire face aux défis actuels (environnement, instabilité, terrorismes, migrations, inégalités...) ou ceux-ci sont-ils un facteur supplémentaire de division et d'affaiblissement ?

Est-il envisageable de parvenir à un modus vivendi entre l'Afrique et ses interlocuteurs, occidentaux, comme chinois, pour que la compétition actuelle entre puissances étrangères tourne à l'avantage de l'Afrique, que la collaboration cède le pas à la compétition ?

## **16h30 – 18h00 : Table ronde 2 – « L’Afrique, le temps des turbulences économiques et financières, le temps de l’action »**

La COVID-19 a accéléré les évolutions mondiales sans bouleverser les rapports de force. L’Afrique a su démentir les craintes qui s’exprimaient quant aux graves dommages qu’elle pouvait subir. La pandémie a pu être limitée mais les dégâts économiques ont aggravé une situation qui suscitait déjà des inquiétudes.

L’Afrique a régressé sur un arrière-plan persistant de diversification limitée des économies, de recul de l’industrialisation, de remontée de la dette périlleuse pour un nombre croissant d’États, d’impact des dérèglements climatiques, d’effort d’assistance insuffisant des pays occidentaux...

Le tableau est contrasté entre les États, mais les alarmes de la Banque Mondiale et du FMI se veulent mobilisatrices pour aider le Continent à faire face aux difficultés qui s’annoncent. La nécessaire mobilisation rapide et forte de ses partenaires sera-t-elle au rendez-vous ? Quelles seraient les actions adaptées à mener pour répondre aux urgences tout en aidant l’Afrique à trouver la voie d’un développement plus rapide et plus équilibré ?

### **18h00 – 18h30 : Clôture de la première demi-journée**

➤ Patrick GUILLAUMONT, Président de la FERDI

## **Mardi 31 mai 2022 :**

### **9h00 – 9h30 : Accueil café**

### **9h30 – 11h00 : Table ronde 3 – « L’Afrique : entre Glasgow et Charm el-Cheikh, les défis économiques de la transition écologique »**

Les défis économiques issus des prescriptions environnementales s’ajoutent et compliquent ceux auxquels l’Afrique se trouve déjà confrontée.

Comme sur tous les sujets, l’Afrique est affectée de manière très différenciée par les dérèglements climatiques planétaires : sécheresse, réchauffement, catastrophes naturelles...

Les changements climatiques ne sont pas les seules causes de la dégradation de l’environnement.

Le déboisement pour obtenir l’énergie qui fait défaut autrement, la pression démographique, les techniques culturales sont tout autant de facteurs d’aggravation.

Historiquement, comme actuellement, l’Afrique n’a contribué que très marginalement à la carbonation du monde, quelques % à peine pour près de 20 % de la population du monde. Elle doit accélérer son développement pour répondre à la croissance démographique et au mieux-être de la population. Pour autant, l’Afrique rencontre de nouvelles contraintes dans sa politique de développement. Il lui est demandé – voire elle est sommée – d’emprunter de

nouvelles voies pour son développement en écartant les énergies fossiles, les grands barrages pour hydroélectricité voire l'irrigation. Cela avec des compensations financières ou technologiques qui ne sont pas au rendez-vous, comme l'attestent la sous-dotation du Fonds Vert et le verdissement de financements traditionnels sans réelle conditionnalité.

La table ronde permettrait d'éclairer les débats en cours en abordant les points suivants qui portent sur les efforts économiques de la lutte contre le dérèglement climatique :

1. Quel est le poids de l'Afrique dans les débats internationaux sur le climat, à la COP ? De ses gouvernements ? de ses entreprises ? de ses ONG ? Quelle est la ligne défendue ? Quelle unité africaine sur ces sujets ?
2. Quelle est la politique de financement des infrastructures énergétiques des institutions multilatérales de développement, les bailleurs de fonds, les financiers privés ? Quels sont les obstacles à la mobilisation des capitaux publics et privés ?
3. Comment l'Afrique peut-elle tirer profit des mécanismes de financement et de compensation qui se mettent en place à l'échelle mondiale ?

#### **11h00 – 12h30 : Table ronde 4 – « *Le financement de l'agriculture face à la double urgence : produire et ménager l'environnement* »**

L'agriculture est un sujet majeur en Afrique. Elle fournit de l'emploi à 60 % des Africains et près d'un quart du PIB. Le continent recèle 60 % des terres arables non exploitées et doit importer de plus en plus pour se nourrir. La pauvreté demeure endémique dans les campagnes. Les engagements publics pris à Maputo en 2003 de consacrer davantage de ressources budgétaires à l'agriculture n'ont pas été tenus tout comme ceux de promouvoir des produits de substitution à ceux importés. L'alimentation devient de moins en moins auto-suffisante et pèse sur les budgets des ménages urbains et sur les balances des paiements.

Pour sortir de cette situation, les solutions proposées diffèrent et même divergent. Faut-il améliorer la productivité agricole en la convertissant davantage à la révolution verte : irrigation, sélection variétale, engrais, mécanisation ? ou, au contraire, jouer la carte de l'agroécologie, de la petite exploitation...

Derrière ces approches techniques figurent des considérations politiques ou idéologiques renvoyant au modèle économique général, à des choix de sociétés...

Le secteur agricole et de l'élevage africain se trouve ainsi dans une situation paradoxale : il occupe une place économique et sociale centrale sans parvenir à l'autosuffisance alimentaire tout en maintenant une très grande majorité des populations rurales dans une situation de précarité dangereuse.

Eu égard à son potentiel lié à la force de travail, à la disponibilité en eau et en terre, le monde rural africain doit pouvoir s'ouvrir à toutes formes d'exploitations et s'organiser pour répondre à la demande alimentaire d'une population qui va croître et s'urbaniser.

Pour relever ce défi considérable, il convient d'engager une modernisation de ce secteur. Il faut pour cela miser sur les entreprises privées, africaines et européennes, notamment françaises qui sont déjà fortement impliquées sur le continent et qui ont montré leur savoir-faire dans la structuration de certaines filières.

Cela pose la question de la situation du financement des entreprises privées du secteur agricole et de l'élevage.

D'une manière générale, les fonds publics mobilisés pour accompagner les investissements privés en Afrique s'intéressent très insuffisamment aux secteurs agricoles et de l'élevage et notamment aux entreprises de ce secteur. Ce constat est malheureusement vrai tant au niveau européen que français.

Même quand il s'agit de structures spécialisées dans le financement de l'entreprise privée en Afrique, les entreprises agricoles émergentes se heurtent à l'appréciation souvent négative du risque agricole. Il en va de même pour les fonds d'investissements spécialisés qui cherchent une sortie profitable dans un délai à moyen terme, alors que l'entreprise agricole s'inscrit dans un temps nécessairement beaucoup plus long.

A un moment où les flux migratoires deviennent un des enjeux politiques majeurs en Europe, ne faudrait-il pas amorcer une réflexion pour couvrir les besoins d'investissement des acteurs concernés, de l'amont à l'aval des chaînes de valeur, en prenant en considération les retards considérables à rattraper en termes de développement agricole et des risques nombreux (climatique, sécuritaire notamment) inhérents aux géographies visées ?

### **12h30-13h00 : Clôture**

- **Clare HART**, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, Conseillère municipale à la ville de Montpellier
- **Serge DEGALLAIX**, ancien Ambassadeur, Directeur général de la Fondation Prospective et Innovation